

Traité de Paix, d'Am.
de Commerce, entre la
République d'Haïti
République Dominicaine





9 NOVEMBRE 1874

TRAITÉ

DE

PAIX, D'AMITIÉ, DE COMMERCE, DE NAVIGATION ET D'EXTRADITION,

ENTRE

LA RÉPUBLIQUE D'HAÏTI ET LA RÉPUBLIQUE DOMINICAINE

AU NOM DE LA TRÈS-SAINTE TRINITÉ

Le Président de la République d'Haïti et le Président de la République Dominicaine, animés du désir de resserrer les liens d'amitié et de bon voisinage qui doivent exister entre les deux peuples qui habitent l'île, d'établir d'une manière solide les bases de leurs relations politiques et commerciales, de mettre un terme à toutes les incertitudes de l'avenir, ont résolu de conclure un traité solennel de paix, d'amitié, de commerce, de navigation et d'extradition; et à cet effet, ils ont nommé pour leurs Plénipotentiaires,

El Presidente de la República Dominicana y el Presidente de la República Haïtiana, animados del deseo de estrechar los lazos de amistad y de buena vecindad que deben existir entre los dos pueblos que habitan la Isla, de establecer de una manera sólida las bases de sus relaciones políticas y comerciales, de poner un término a las incertidumbres del porvenir, han resuelto concluir un tratado solemne de paz, amistad, comercio, navegación y extradición, y, con ese objeto, han nombrado para sus Plénipotenciarios,



Savoir :

Le Président de la République d'Haïti :

Les citoyens G. Prophète, général de division, ex-Secrétaire d'Etat, Sénateur de la République, D. Labonté, général de division, ex-Secrétaire d'Etat, Sénateur, V. Lizaire, ex-Secrétaire d'Etat, Chef du cabinet particulier du Président d'Haïti, E. M. A. Gutierrez, général de brigade, du génie militaire, ex-député, et A. Beauregard, interprète, attaché au ministère des Relations Extérieures,

Le Président de la République Dominicaine :

Les citoyens Carlos Nouel, ex-Secrétaire d'Etat, et les généraux de division Thomas Cocco, ex-Secrétaire d'Etat, et José Caminero, ex-député.

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, et les avoir trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

ART. 1^{er}. — La République d'Haïti et la République Dominicaine déclarent solen-

A Saber :

El Presidente de la República de Haïti :

Ciudadanos G. Prophète, general de division, ex-Secretario de Estado, Senador de la Republica, D. Labonté, general de division, ex-Secretario de Estado, Senador, V. Lizaire, ex-Secretario de Estado, Gefe de la Secretaria privada del Presidente, Em. M. A. Gutierrez, general de brigada, ingeniero militar, ex-diputado, y A. Beauregard, interprete, agregado al ministerio de Relaciones Exteriores.

El Presidente de la República Dominicana :

Ciudadanos Carlos Nouel, ex-Secretario de Estado, y los generales de division, Tomas Cocco, ex-Secretario de Estado, y Jose Caminero, ex-diputado,

Los cuales, despues de haber cangeado sus plenos poderes y hallandolos en buena y debida forma, han convenido en los articulos siguientes :

ART^o 1^o — La República dominicana y la República de Haïti declaran solemne-



nellement être les seules qui possèdent la souveraineté de l'île d'Haïti ou Saint-Dominique.

ART. 2. — Il y aura paix perpétuelle et amitié franche et loyale entre la République d'Haïti et la République Dominicaine, de même qu'entre les citoyens des deux Etats, sans acception de personnes ni de lieux.

ART. 3. — Les deux parties contractantes s'obligent à maintenir de toute leur force, de tout leur pouvoir, l'intégrité de leurs territoires respectifs, à ne céder, compromettre ni aliéner, en faveur d'aucune puissance étrangère, ni le tout ni aucune partie de leurs territoires ni des îles adjacentes qui en dépendent.

Elles s'engagent également à ne solliciter ni consentir aucune annexion ni domination étrangère.

ART. 4. — Les hautes parties contractantes s'engagent formellement à établir, de la manière la plus conforme à l'équité et aux intérêts réciproques des deux peuples, les lignes frontières qui sépa-

mente ser ellas solas las que poseen la soberania de la isla de Santo Domingo o Haïti.

ART^o 2^o. — Habra paz perpetua y amistad franca y leal entre la República Dominicana y la República de Haïti, asi como entre los Ciudadanos de ambos Estados sin ecepcion de personas ni de lugares.

ART^o 3^o. — Ambas partes contratantes se obligan à mantener con toda su fuerza y poder la integridad de sus respectivos territorios y a no ceder, comprometer ni enajenar, en favor de ninguna potencia extrangera ni la totalidad ni una parte de sus territorios ni las islas adyacentes que de ellos depienden.

Asi mismo se comprometen à no solicitar ni consentir anexion ni dominacion extrangera.

ART^o 4^o. — Las altas partes contratantes se comprometen formalmente à establecer de la manera mas conforme à la equidad y à los intereses reciprocos de los dos pueblos las lineas fron-



rent leurs possessions actuelles.

Cette nécessité fera l'objet d'un traité spécial, et des Commissaires seront respectivement nommés le plus tôt possible à cet effet.

ART^o 5. — Les Haïtiens et les Dominicains pourront, réciproquement, et en toute sécurité et liberté, entrer, comme leurs nationaux, avec leurs navires et cargaisons, dans les ports ouverts au commerce étranger dans chacun des deux États, et seront traités sur le pied d'une parfaite réciprocité.

ART. 6^o. — Les marchandises étrangères qui seront introduites par les ports ouverts des deux parties contractantes seront assujetties au paiement de tous les droits fiscaux établis dans chaque Etat.

Seront libres de tous droits d'importation les produits territoriaux et industriels des deux Républiques qui seront introduits par des navires nationaux.

ART. 7. — Les navires appartenant aux deux nations contractantes et dont

terizas que separan sus posesiones actuales.

Esta necesidad sera objeto de un Tratado especial, y para ese efecto, ambos gobiernos nombraran sus comisarios lo mas pronto posible.

ART. 5^o. — Los Dominicanos y los Haïtianos podran reciprocamente y con toda seguridad y libertad entrar, como los nacionales, con sus buques y cargamentos en los puertos abiertos al comercio extranjero en cada uno de los dos Estados y seran tratados bajo el pié de la más perfecta reciprocidad.

ART^o 6. — Las mercancías extranjeras que se introduzcan por los puertos habilitados de las dos partes contractantes estaran sujetas al pago de todos los derechos fiscales vigentes en cada Estado.

Seran libres de todo derecho de importacion los productos territoriales é industriales de ambas Repúblicas que se introduzcan por buques nacionales.

ART^o 7^o. — Los buques pertenecientes á las dos Naciones contractantes cuyo re-



la capacité n'excède pas cinquante tonneaux seront considérés réciproquement comme navires de cabotage, tout autant qu'ils s'occupent exclusivement du commerce des produits territoriaux et industriels des deux Républiques ou des produits qui y sont fabriqués.

ART. 8. — Les rivières qui ont leur embouchure dans un des deux Etats contractants et leur source dans l'autre, et les lacs dont la propriété sera commune aux deux parties, seront de libre navigation, et les produits des deux territoires pourront y passer sans être sujets à d'autres charges ni droits que ceux qui sont déjà établis, ou qui seront par la suite imposés aux nationaux respectifs, sans préjudice de ce qui est prescrit par les règlements de police relatifs à la navigation intérieure.

ART. 9. — Le droit de halage, de flottage et d'atterrage de radeaux d'acajou ou autres sur les lacs ou étangs, fleuves ou rivières en question, sera commun aux citoyens des deux Républiques. Les bateliers ou ma-

gistro no exceda de cincuenta toneladas, se consideraran recíprocamente como de cabotaje, siempre que se dediquen exclusivamente al tráfico de productos territoriales é industriales de ambas Repúblicas ó los manufacturados en ellas.

ART^o 8^o. — Los rios que desaguan en uno de los dos Estados contratantes teniendo su origen en el otro y los lagos cuya propiedad sea comun a ambas partes, seran de libre navegacion, y los productos de ambos territorios podran extraerse por ellos sin estar sujetes à otros cargos ni derechos que los que estan impuestos ó en lo adelante se impusieren a los respectivos nacionales sin perjuicio de lo que se determine en los Reglamentos de Policia relativos à la navegacion interior.

ART^o 9^o. — El derecho de remorque, conduccion y atraque de las balsas de cahoba y otras maderas en los lagos o estanques y rios, será comun à los ciudadanos de ambas Repúblicas. Los bateleiros y trabajadores quedarán



nœuvres seront assujettis néanmoins aux règlements de police concernant la navigation intérieure.

ART. 10. — Afin d'activer, autant que possible, l'Agriculture, le Commerce, dans toutes les parties des deux territoires, et d'exciter l'industrie des habitants, les deux parties contractantes, pour ne laisser aucun doute sur leur vues bienfaisantes et paternelles à cet égard, sont convenues de ce qui suit :

Les produits du sol et de l'industrie des deux Républiques, passant par les frontières, n'y seront soumis à aucun droit fiscal.

ART. 11. — Une concession sera accordée de commune entente par les deux Gouvernements pour l'établissement d'un chemin de fer qui reliera Port-au-Prince à Santo Domingo. Cette entreprise sera subventionnée par les deux Gouvernements.

ART. 12. — Comme un témoignage de l'esprit d'harmonie et des sentiments fraternels qui animent les deux Gouvernements, et qui doi-

sin embargo sujetos à los reglamentos de policia relativos à la navegacion interior.

ART^o 10^o.— Afin de impul-sar en cuanto sea posible, la agricultura y el comercio, en todos los puntos de ambos territorios, y de promover la industria de los habitantes, las partes contratantes con el fin de no dejar duda alguna en cuanto à sus intenciones benéficas y paternales, en el particular, han convenido lo que sigue :

Los productos territoriales é industriales de ambas Repúblicas, al pasar por las fronteras, no estarán sujetos à ningun derecho fiscal.

ART^o 11^o. — Ambos gobiernos, de comun acuerdo, haran una concesion para el establecimiento de un camino de hierro que unira la ciudad de Puerto-Principe a la de Santo Domingo. Esta empresa sera subvencionada por los dos Gobiernos.

ART^o 12^o. — Como un testimonio del espiritu de armonia y de los sentimientos fraternales que animan à los dos Gobiernos y que deben



vent resserrer de plus en plus les liens qui unissent les deux peuples, les hautes parties contractantes ont décidé que, dès qu'il sera permis d'évaluer par la statistique les avantages que la République d'Haïti retire de la liberté du commerce de ses frontières avec celles de la République Dominicaine, un retour de droits de douane sera fait au profit de la dernière, et cela sur le pied de la plus stricte équité.

Pour les mêmes motifs, s'il y avait lieu dans l'avenir, selon que les deux Républiques auront prospéré, le Gouvernement d'Haïti se réserve, par la statistique, le privilège réciproque de réclamer la même faveur d'un retour de droits de douane de la République Dominicaine.

Néanmoins, dès la ratification du présent Traité, la République d'Haïti mettra à la disposition de la République Dominicaine une somme de cent cinquante mille piastres en espèces ou en lettres de change sur l'Europe ou

estrechar mas y mas los lazos que unen los dos pueblos, las altas partes contractantes han decidido que, tan luego com sea permitido valuar, por medio de la estadística, las ventajas que la República de Haïti saca de la libertad del comercio de sus fronteras con las de la República Dominicana, se hará en favor de esta última una devolucion de derechos de aduana, y esto, bajo el pié de la mas estricta equidad.

Por iguales motivos, si hay lugar, en el porvenir, segun que las dos Repúblicas hayan prosperado, el Gobierno de Haïti se reserva por la estadística, el privilegio reciproco de reclamar el mismo favor de una devolucion de derechos de aduana de la República Dominicana.

Sin embargo, desde la ratificación del presente tratado, la República de Haïti pondrá á la disposición de la República Dominicana una suma de Ciento cincuenta mil pesos en efectivo o en letras de cambio sobre Eu-



les Antilles, pour les besoins du service public.

Cette somme sera comptée par versement annuel payable d'avance pendant huit ans, durant laquelle période des études statistiques seront faites à la diligence des parties intéressées, dans le but de fixer exactement le chiffre de ce retour, et ce, sans préjudice des avances qui ont pu être faites antérieurement par la République d'Haïti à la République Dominicaine.

ART. 13. — Les réclamations qui pourront être faites par l'un ou l'autre des deux Gouvernements en faveur de leurs nationaux, pour ce qui a trait à la restitution des biens immeubles qui pourront exister sur le territoire de l'un ou de l'autre Etat, et qui, au moment de la scission de 1844, constituaient des propriétés individuelles, seront réglées par un traité spécial. Le présent article est subordonné à l'approbation du Gouvernement Dominicain.

ART. 14. — Il reste convenu que les citoyens des deux nations contractantes

ropa ó las Antillas para las necesidades del servicio público.

Esta suma sera abonada por entregas anuales anticipadas, durante ocho años, en cuyo periodo deberan hacerse los estudios estadísticos á diligencia de las partes interesadas, con el objeto de fijar exactamente la cifra de esta devolucion y esto, sin perjuicio de los avances que hayan podido ser hechos anteriormente par la República de Haïti á la República Dominicana.

ARTº 13º. — Las reclamaciones que pudieran hacerse por uno ú otro de los Gobiernos en favor de sus nacionales por lo que respecta á la restitution de los bienes inmuebles que pudieran existir en el territorio de uno ú otro Estado, y que al tiempo de la separacion de 1844, constituian propiedades individuales, serán arregladas por un tratado especial. El presente articulo queda subordonado à la aprobacion del Gobierno Dominicano.

ARTº 14º. — Queda convenido que los ciudadanos de las partes contratantes pueden entrar, morar, estable-



peuvent entrer, demeurer, s'établir ou résider dans toutes les parties des deux territoires, et ceux qui désirent s'y livrer à une industrie quelconque, auront droit d'exercer librement leur profession et leur industrie, sans être assujettis à des droits autres ni plus élevés que ceux qui pèsent sur les nationaux respectifs. Ils pourront aussi se livrer au commerce en gros et en détail, et être consignataires et agents de change ou spéculateurs en remplissant les formalités imposées aux nationaux respectifs.

ART. 15. — En conséquence de ce qui est stipulé dans l'article précédent, les citoyens de chacune des deux nations contractantes qui se trouveront dans la juridiction de l'autre, auront droit de disposer de leurs biens par vente, donation, testament, ou de toute autre manière, et leurs héritiers ou ayants droit, citoyens de l'autre nation contractante, leur succéderont dans leurs biens avec ou sans testament. Ils pourront en prendre possession, que ce soit par eux-

cerse y residir en todas las partes de dichos territorios, y los que deseen dedicarse á negocios tendrán derecho para ejercer libremente su profesion ó la industria á que se dediquen sin estar sujetos á otros ni mayores derechos que los que pesen sobre los respectivos nacionales. Tambien podrán dedicarse al comercio por mayor ó al detalle y ser consignatarios y agentes de cambio o especuladores, llenando las formalidades impuestas á los respectivos nacionales.

ART. 15º. — En consecuencia de lo estipulado en el articulo anterior, los ciudadanos de cada una de las altas partes contratantes dentro de la jurisdiccion de la otra, tendrán derecho para disponer de sus bienes por venta, donacion, testamento o de otro modo, y sus representantes personales, siendo ciudadanos de la otra parte contratante, sucederán en sus bienes ya sea por testamento o ab intestato. Podrán tomar posesion de ellos, bien sea por si mismos ó por



mêmes ou par procuration, et en disposeront en payant seulement les mêmes droits que les citoyens du pays étaient assujettis à payer en pareil cas. A défaut de représentant direct, on gardera ces biens conformément aux lois comme si c'étaient les biens d'un citoyen du pays, en attendant que le légitime propriétaire prenne des mesures pour les garantir. S'il surgit une contestation entre les réclamants sur la légitime propriété des biens, elle sera définitivement jugée par les tribunaux de justice du pays où se trouvent ces biens.

ART. 16. — Les deux parties contractantes conviennent que les citoyens des deux Républiques pourront, par eux-mêmes ou par l'intermédiaire de fondés de pouvoir, tenter des actions réciproques devant les tribunaux, en réclamation d'animaux ou d'autres objets enlevés de leurs propriétés, en produisant les preuves nécessaires et en se soumettant à la législation de la localité où s'exerce ce droit.

otros que hagan sus veces según su voluntad, y disponer de los mismos pagando solo aquellos derechos que estuvieren sujetos á pagar en iguales casos los ciudadanos del país en donde estuvieren situados los dichos bienes. A falta de representante personal, se cuidará con arreglo á las leyes como si fueran bienes de un ciudadano del país, mientras el legítimo dueño tome providencia para asegurarlos. Si se suscitare cuestion entre los reclamantes, sobre la legitima propiedad de las bienes, aquella será definitivamente decidida por los tribunales de justicia donde se hallaren estos situados.

ARTº 16º. — Convienen las altas Partes contratantes que los ciudadanos de ámbas Republicas podran por si o por medio de apoderados ejercer sus acciones ante los tribunales reciprocos en reivindicacion de animales ú otros objetos hurtados de su propiedad, produciendo las pruebas necesarias y sujetándose á la legislacion de la localidad en que se ejerza este derecho.



ART. 17. — En vue de resserrer les liens d'amitié qui unissent les deux peuples, et par principe de réciprocité, le Gouvernement Haïtien prend l'engagement de présenter à la prochaine législature du pays un amendement par lequel les natifs dominicains seront admis à acquérir des immeubles en Haïti.

ART. 18. — Tout individu qui possède des propriétés, soit urbaines ou rurales, coupées par la ligne frontrière, est tenu, dans le courant d'une année à dater du jour où le présent Traité sera ratifié, de déclarer par écrit, par devant le juge de paix de la commune la plus voisine dans le pays qu'il a choisi, l'élection qu'il aura faite de son domicile civil. Quant aux mineurs et autres personnes qui se trouvent sous tutelle ou curatelle, les tuteurs ou curateurs seront tenus de faire, au terme prescrit, la déclaration nécessaire.

ART. 19. — Si un individu quelconque, propriétaire mixte, avait négligé, au bout du terme prescrit d'une an-

ART^o 17^o. — Con el fin de estrechar los lazos que unen á los dos pueblos y por principio de reciprocidad, el Gobierno haïtiano se compromete á presentar á la proxima legislatura del pais, una proposicion por la cual los Dominicanos naturales pueden adquirir inmuebles en Haïti.

ART^o 18^o. — Todo individuo que tenga propiedades divididas por la linea fronteira ya sean estas urbanas ya rurales, esta obligado dentro del ano que siga el dia de la ratificacion de este Tratado, á prestar, ante el alcade de la comun mas inmediata, declaracion escrita haciendo constar en cual de los dos Estados hace la eleccion de su domicilio civil. En cuanto á los menores ú otros incapacitados que se hallen bajo tutela ó curatela, los tutores o curadores deberan hacer dentro del plazo fijado, la correspondiente declaracion.

ART^o 19^o. — Si un individuo cualquiera, propietario mixto, dejare transcurrir el ano fijado, sin prestar la de-



née, de faire la déclaration de son domicile civil, il sera considéré, pour les effets civils, comme citoyen du pays dans lequel il avait son dernier domicile, son silence, dans ce cas, devant être considéré comme une déclaration tacite.

ART. 20. — La propriété des navires, quelle que soit leur capacité, est exclusivement réservée aux nationaux respectifs.

ART. 21. — Si un navire de l'une des parties fait naufrage, échoue ou supporte quelque avarie sur les côtes ou dans la juridiction de l'autre partie, leurs concitoyens respectifs recevront, pour eux, leurs navires et leurs effets, le même secours qui est dû aux habitants du pays où est arrivé l'accident, et auront à payer les mêmes charges et les mêmes droits que ceux-ci auraient à payer en pareil cas. Si les réparations que requiert un navire échoué rendaient nécessaire le déchargement de tout ou partie de la cargaison, il ne sera payé ni droits de douane ni autres taxes, ni honoraires pour la cargaison qui sera

claracion de su domicilio civil, se considerará, para los efectos civiles como ciudadano del país donde tuvo su último domicilio, debiendo considerarse su silencio en este caso como una declaración tácita.

Artº 20º. — La propiedad de las naves, cualquiera que sea su porte, queda exclusivamente reservada á los respectivos nacionales.

ARTº 21º. — Cuando algun buque de cualquiera de las partes naufragare, encallare o sufriere otra averia, en las costas o dentro de la jurisdiccion de la otra, sus respectivos ciudadanos recibirán para si y sus buques y efectos, la misma ayuda que se debiera á los habitantes del país donde ocurrio el accidente, y tendrán que pagar las misma cargas y derechos de salvamente que los dichos habrian de pagar en igual caso. Si las reparaciones que requiera un buque encallado hicieren necesaria la descarga del todo o parte de su cargamento, no se pagarán derechos de Aduana, cargas ni honorarios por el cargamento que se sacare, sino los que



débarquée, si ce n'est ceux que les navires nationaux paient dans le même cas.

Il est entendu toutefois que si, pendant que le navire est en réparation, on débarque la cargaison et la dépose dans un endroit destiné à la réception des marchandises pour lesquelles on n'a pas de droit à payer, sa cargaison sera sujette aux charges et honoraires qui sont légalement dues aux propriétaires du magasin où le dépôt se fait.

ART. 22. — Les bâtiments de guerre de l'une des deux Républiques pourront entrer dans les ports ouverts de l'autre pour se radouber, se réparer, comme les bâtiments nationaux, en jouissant des mêmes avantages et privilèges dont jouissent ces derniers.

ART. 23. — Les citoyens de l'un et de l'autre Etat ne pourront être soumis respectivement à aucune saisie ni retenue sur leurs navires, cargaisons, marchandises et effets commerciaux, pour aucune expédition militaire ni pour usage public, quel qu'il soit, sans une indemnité

pagan en el mismo caso los buques nacionales.

Se entiende sin embargo que si mientras el buque se esté reparando se desembarcare el cargamento y se guardare en un deposito destinado para la recepcion de géneros cuyos derechos no se hayan pagado, el cargamento quedará sujeto à las cargas y honorarios que legalmente se deban à los propietarios de tales almacenes.

ART^o 22^o. — Los buques de guerra de una de las dos Repùblicas, podràn entrar en los puertos habilitados de la otra para calafatearse y componerse, como los nacionales concediendoseles los mismos privilegios de que gocen estos.

ART^o 23^o. — Los ciudadanos de uno y otro Estado no podràn ser sometidos reciprocamente à nìgun embargo ni retenidos con sus buques, cargamentos, mercancías y efectos comerciales, para ninguna expedicion militar ni para uso pùblico cualquiera que sea sin una indemniza-



convenue et fixée préalablement **entre** les parties intéressées et **suffisante** pour cet usage et pour les dommages, pertes, retards et préjudices qui naîtront du service auquel on les astreint.

ART. 24. — Les citoyens des deux États jouiront respectivement d'une entière liberté de conscience, et pourront exercer leur culte de la manière que le permettent la Constitution et les lois du pays où ils se trouvent.

ART. 25. — Pour maintenir et conserver les bonnes relations entre les deux Gouvernements, de même que pour faciliter le commerce des deux pays, les hautes parties contractantes conviennent d'établir des agents diplomatiques, des consuls et des vice-consuls dans les ports et cités qu'on jugera convenable; mais ces agents n'entreront dans l'exercice de leurs fonctions qu'après avoir obtenu du Gouvernement auprès duquel ils sont accrédités leur exequatur. Ces agents jouiront, dans leurs personnes et dans leurs

cion convenida y fijada previamente entre las partes interesadas y suficiente para este uso y para los quebrantos, perdidas, retardos y perjuicios que se originen o nazcan del servicio à que se les obligue.

ART^o 24^o. — Los ciudadanos de ambos Estados gozaran respectivamente de la mas completa libertad de conciencia, y podran ejercer su culto del modo que se lo permitan la Constitucion y las leyes del pais en que se encuentren.

ART^o 25^o. — Para mantener y conservar las buenas relaciones entre ámbos Gobiernos, asi como para proteger el comercio de los dos paises, convienen las altas partes contratantes en establecer agentes diplomaticos, cónsules y vice-cónsules y agentes comerciales en aquellos puertos y ciudades donde lo estimen conveniente; pero estos agentes no entrarán en el ejercicio de sus funciones sino despues de haber obtenido del Gobierno ante el cual esten acreditados el correspondiente exequatur. Estos agentes gozarán en sus



propriétés, des mêmes privilèges, facultés et immunités qui sont accordés à ceux de la même classe de la nation la plus favorisée. Cependant si les consuls et les vice-consuls exercent le commerce, ils seront assujettis, à l'égard de leurs transactions commerciales, aux mêmes lois et coutumes qui régissent les simples citoyens de leur nation, ou les sujets et citoyens de la nation la plus favorisée ou la plus privilégiée.

ART. 26. — Les Consuls, Vice-Consuls et Agents commerciaux ne pourront résider que dans les ports ouverts.

ART. 27. — Les agents consulaires et leurs chanceliers jouiront des privilèges attachés à leur position, et ne pourront être arrêtés ni emprisonnés, excepté dans le cas de crime atroce, et, s'ils étaient commerçants, la contrainte par corps ne pourra leur être appliquée que pour des faits de commerce, et non pour des faits civils.

ART. 28. — Les Consuls et leurs Chanceliers ne pour-

personas y propiedades los mismos privilegios, facultades y exenciones que esten concedidas à los de igual clase de la nacion mas favorecida. Sin embargo, si los Cónsules o vice-cónsules ejercieren el comercio, estarán sujetos en lo concerniente à sus transacciones comerciales à las mismas leyes y costumbres que lo esten los individuos particulares de su Nacion o los subditos o ciudadanos de la Nacion mas favorecida o privilegiada.

ARTº 26º.— Los Cónsules, Vice-Cónsules y Agentes comerciales no podran residir sino en los puertos habilitados.

ARTº 27º.— Los agentes consulares y sus Cancilleres gozarán de inmunidad personal, sin que puedan ser arrestados ni encarcelados, ecepto en el caso de crimen atroce, y, si fueren comerciantes, el apremio corporal no les podrá ser aplicado sino para los solos hechos de comercio, y no por causas civiles.

ARTº. 28. — Los cónsules y sus Cancilleres no podrán



ront être cités à comparaître comme témoins devant les tribunaux. Quand la justice du pays nécessite qu'on prenne d'eux une déclaration judiciaire, on aura à la leur demander par écrit, ou à se transporter chez eux pour la recevoir de vive voix. Enfin ces agents jouiront de tous les autres privilèges, exemptions et immunités qui peuvent être accordés dans le pays où résident les agents de la même catégorie de la nation la plus favorisée.

ART. 29. — Les archives, et en général tous les papiers de chancelleries et secrétaireries des Consulats respectifs, seront inviolables, et, sous aucun prétexte, ni en aucun cas, ils ne pourront être saisis ni visités par l'autorité locale.

ART. 30. — Les Consuls respectifs, en cas de mort d'un de leurs nationaux sans testament ni exécuteur testamentaire, pourront : 1^o soit d'office, soit sur requête des parties intéressées, apposer les scellés sur les effets meubles et papiers du défunt, en informant préalablement de cette opération l'autorité

ser citados para comparecer como testigos por ante los Tribunales. Cuando la justicia del país necesite alguna declaración judicial, tendrán que pedírsela por escrito ó transportarse à su casa para recibirla viva voce. Por fin, estos agentes gozarán de todos los demás privilegios, exenciones, é inmunidades que puedan ser concedidas en el país donde residen à los agentes de la misma categoría de la Nación mas favorecida.

ART^o 29^o. — Los archivos y en general todos los papeles de las chancelleries ó secretarías de los Consulados respectivos serán inviolables y bajo ningún pretexto, podrán ser ocupados ni visitados por la autoridad local.

ART^o 30^o. — Los Cónsules respectivos en caso de que fallezca alguno de sus nacionales sin testar ni nombrar albáceas testamentarios podrán. 1^o Poner los sellos ya de oficio ya por requerimiento de las partes interesadas en los efectos muebles y papeles del defunte, informando previamente de esta



